

Unité inter-départementale Drôme - Ardèche

Valence, le 1^{er} avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALENCE ROMANS AGGLO

Quartier Mauboule
26000 VALENCE

Références : 20220401-RAP-DAEN0271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2022 dans l'établissement VALENCE ROMANS AGGLO implanté Quartier Mauboule 26000 VALENCE . L'inspection a été annoncée le 18/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le méthaniseur n'a pas encore démarré.

Il reste des éléments à finir dont le renforcement des vitres de la crèche, l'étanchéité de la rétention du digesteur ...

L'inspection s'est faite dans le contexte de l'action de "PRÉVENTION DES RISQUES INCENDIE SUR LES SITES INDUSTRIELS DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALENCE ROMANS AGGLO
- Quartier Mauboule 26000 VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0003202685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est autorisé pour la méthanisation de boues de station d'épuration (Valence, Romans, Portes-lès-Valence).

Le biogaz est épuré puis injecté dans le réseau GRDF (distribution).

Le thème de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rétention digesteur et bache aval	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 9.5.2	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article 9.5.2	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43	/	Sans objet
Phase de démarrage	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.4.2	/	Sans objet
Renfort Crèche	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article 9.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des travaux sont à finir avant de pouvoir démarrer le digesteur (étanchéité de la rétention, renforcement des vitres de la crèche ...).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : « Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. « Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »
Constats : L'exploitant a présenté en salle un état des matières stockées. La quantité de produits est plutôt faible pour ce type d'installation et va baisser (la présence de glycol et d'anti-mousse est temporaire pour le démarrage). Il a été également présenté les fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses. Une seule remarque est faite : s'assurer que la version des FDS est récente auprès des fournisseurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article 9.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9.2.1 ;d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé. La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 30 m³/h. Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors des besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique,...) avec un minimum de 30 m³/h par prise d'eau. Ces points d'eau incendie équipés de demi-raccords de DN 100 ou DN 150 seront répartis judicieusement, dont 1 implanté à 100 mètres au plus du risque. Ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours. En cas d'insuffisance du réseau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels ou artificiels pourra être admise, sous réserve de leur pérennité et d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art (la réserve d'eau des installations d'extinction automatique sera équipée d'une sortie munie de 2 raccords de DN 100 mm permettant l'alimentation des engins pompes en cas de non fonctionnement de ces mêmes installations). Quelle que soit la configuration du dispositif hydraulique choisi, le tiers au moins des besoins en eau d'incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable. La réalisation effective des moyens de défense extérieure contre l'incendie sollicités pour le risque particulier à défendre et leur pérennité (nature des prises d'eau, diamètre des canalisations, maillage, capacité du réservoir,...) est à convenir avec l'autorité compétente. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<p>Constats : L'unité de méthanisation est implantée au sein de la station d'épuration de Valence (STEP de Mauboule).</p> <p>Sur ce site 3 poteaux incendie appartenant à l'exploitant sont présents :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 devant le bâtiment d'entrée du site, en face de l'unité de méthanisation ;- 1 devant le bâtiment des boues, de la STEP ;- 1 devant l'unité d'incinération des boues. <p>Chaque poteau peut fournir plus de 145 m³/h à 1 bar (débit testé par l'exploitant annuellement). Ils sont éloignés à moins de 150 mètres entre eux et le poteau le plus proche est à moins de 100 mètres de l'unité de méthanisation.</p> <p>L'exploitant a fait installer ses extincteurs par une entreprise spécialisée, ils sont présents sur site.</p> <p>L'exploitant vient d'installer les matériels de sécurité (notamment détecteurs fumée (mise en service fournie), détecteurs gaz (mise en service fournie), injection d'air (à installer)) et de lutte contre l'incendie (extincteurs). Il s'assurera de la vérification périodique et de la maintenance des matériels (déjà le cas pour les poteaux incendie présents sur site).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention digesteur et bache aval

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 9.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action coup de poing
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite) . Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Constats : Concernant la rétention du digesteur et de la bache aval (membrane), la rétention a été mesurée avec un relevé topographique. Elle est conforme et mesure 5071 m3 (le digesteur, plus grosse capacité des deux bâtiments présents sur la rétention fait 5 000 m3). L'étanchéité n'est pas encore obtenue sur une dernière partie de la rétention. Des travaux de reprise vont être menés. L'attestation d'étanchéité sera envoyée à l'inspection. Le relevage des matières est assuré par une pompe en point bas qui est activée manuellement pour vider l'eau pluviale lors de la tournée des équipes sur site (auparavant un relevage automatique était envisagé mais finalement non retenu pour éviter de rejeter potentiellement des boues qui se trouveraient dans la rétention suite à fuite ou déversement accidentel). Type de suites proposées : Susceptible de suites Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article 9.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Eaux d'extinction incendie Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordées au bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 114 m ³ avant le rejet au milieu naturel. Les eaux polluées collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. L'exploitant doit être en mesure de justifier ses choix auprès de l'inspection des ICPE.
Constats : Le réseau des eaux pluviales est assez simple sur site. Les eaux sont récupérées par gravité sur l'ensemble des zones étanches qui se jettent dans deux grilles de récupération. Par défaut les eaux rejoignent le bassin d'infiltration. En cas d'incendie, deux vannes sont à manœuvrer pour orienter les eaux vers le bassin de récupération des eaux incendie. Il est demandé de fournir l'attestation d'étanchéité du bassin de récupération à l'inspection et la démonstration que les 114 m ³ sont présents.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : « Rétention et isolement des eaux accidentelles » « L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. « En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. « En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. « En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. « Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. « En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »
Constats : Les deux vannes de manœuvre permettant de diriger les eaux récupérées de manière gravitaire vers le bassin des eaux incendie doivent être signalés sur site. L'exploitant a indiqué vouloir installer des panneaux au dessus des vannes. Il est demandé de fournir une photographie des panneaux à l'inspection. Une consigne est à formaliser et à envoyer à l'inspection. Sur site il n'y a pas "d'accueil", l'exploitant affichera la consigne dans un endroit adapté à son site (bâtiment à l'entrée, autre ? ...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification étanchéité
Prescription contrôlée : L'étanchéité du digesteur, de la bâche aval, des canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.
Constats : L'étanchéité du digesteur, de la bâche aval, des canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions ont été vérifiées. On rappelle que le premier démarrage n'a pas encore eu lieu. Les contrôles et les résultats sont consignés. La garde hydraulique du gazomètre est à tester. Le résultat sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Renfort Crèche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.9
Thème(s) : Risques accidentels, Renfort crèche
Prescription contrôlée : Avant le démarrage de l'installation, des mesures compensatoires sont mises en œuvre en ce qui concerne la tenue des fenêtres de la crèche voisine à la surpression « bris de vitre ».
Constats : La fin des travaux de remplacement des vitres de la crèches sont annoncés pour la fin du mois de mars. L'exploitant fournira le justificatif de remplacement des vitres à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet